

El Watan

LE QUOTIDIEN INDÉPENDANT - Mercredi 30 novembre 2011

N° 6419 - Vingt-deuxième année - Prix : Algérie : 15 DA. France : 1€. USA : 2,15 \$. ISSN : 1111-0333 - <http://www.elwatan.com>

■ **UN CHASSEUR TUÉ
PRÈS DE TIZI OUZOU**

***Une nouvelle
bavure militaire***

LIRE EN PAGE 4

ÉDITION DU CENTRE

ANTOINE BASBOUS. *Directeur de l'Observatoire des pays arabes*

«Les électeurs ont accordé une prime aux opprimés des systèmes déçus»

Propos recueillis par
Amel Blidi

Maintenant que la Libye se met à l'heure de la charia, que la Tunisie proclame la victoire d'Ennahda dans ses premières élections libres, que le Maroc s'achemine vers la mise en place d'un gouvernement à majorité islamiste et que les Frères musulmans se dirigent vers une victoire certaine en Egypte, peut-on dire que les islamistes tiennent leur revanche ?

Nous ne pouvons pas réunir tous les islamismes sous la même «étiquette», car leurs mouvements sont à géométrie variable puisqu'il existe plusieurs degrés d'islamisme. Les plus compatibles avec la modernité sont sans doute l'AKP turc et l'Ennahda tunisien en raison de leur pragmatisme, de leur compatibilité avec le jeu démocratique et de leur relative tolérance. Ils ne cherchent pas à faire du prosélytisme et imposer des valeurs anachroniques aux fidèles.

Il existe également des islamistes de «l'ancienne école» qui prolifèrent dans des pays fermés qui se sont construits en marge du monde extérieur, à l'image des islamistes libyens qui ont évolué de façon souterraine et en vase clos durant le règne d'El Gueddafi et qui n'ont donc pas été en contact avec les millions de touristes qui se rendent, chaque année, en Tunisie ou en Turquie. Par ailleurs, les capacités financières que leur fournissent les réserves de pétrole et de gaz libyens leur permettent de vivre en autarcie et ainsi forger une doctrine qui ne tient pas compte de la réalité des temps modernes et des échanges internationaux. Les islamistes égyptiens, héritiers de Hassan El Banna et de Sayyed Qutb, ne sont, quant à eux, pas assez ouverts et restent sous l'influence d'une vieille garde idéologique. Ils n'ont surtout jamais été confrontés à l'exercice du pouvoir. En revanche, le PJD marocain a déjà eu à gérer de grandes villes et il était représenté par 47 députés dans l'Assemblée sortante ; il a donc fait ses armes et devrait sans doute se montrer pragmatique, comme annoncé. Toutefois, ayant déjà participé au pouvoir, il ne représentera pas une totale alternance.

Globalement, les électeurs ont accordé une prime aux opprimés des systèmes déçus ; les islamistes étant les plus enracinés dans leur société respective, ils en ont bénéficié. En revanche, si les partis salafistes accédaient au pouvoir, ils véhiculeraient la version wahhabite de l'islam, incompatible avec la modernité et, bien entendu, la démocratie, car le salafisme, qui se nourrit des pétrodollars du Golfe, est la version «exportable» de la doctrine wahhabite. Ils ont effectué une percée, notamment en Egypte, et représentent une menace réelle pour la liberté d'expression, la liberté de culte, la tolérance et, à terme, l'avènement de la démocratie.

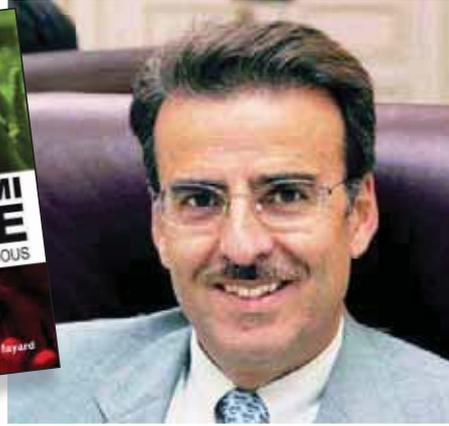
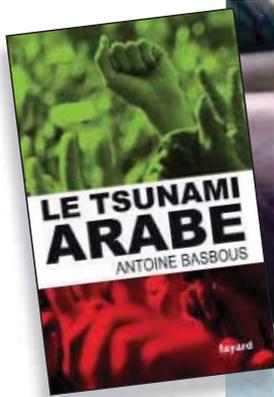


PHOTO: D. R.

La scène politique a été délibérément détruite par les régimes autoritaires. N'y a-t-il pas aujourd'hui un risque d'anarchie ?

Les régimes déçus n'ont laissé derrière eux ni institutions ni Etat de droit. Ils ont régné de façon clanique et fait profiter leurs familles et leurs proches des délices du pouvoir en «bunkérisant» le régime, dans la mesure où ils ont «cadenassé» le système (partis politiques, syndicats, presse, associations, justice, finances...). Ils n'ont toutefois pas pu fermer les mosquées qui ont ainsi fait office de points de ralliement pour les opposants qui ont pu s'y réfugier. Ces régimes laissent derrière eux une certaine forme de chaos à laquelle les aspirations de la jeunesse, qui les a abattus, doivent s'efforcer de mettre fin pour construire des régimes d'Etat de droit dans le sens moderne du terme et respectant la liberté de chacun et la diversité de la société.

Les slogans brandis par les révolutions arabes étaient – hormis l'exemple libyen – plutôt pragmatiques («Dégage», «Le peuple veut la chute du régime»), qu'est-ce qui explique l'attrance pour le modèle islamiste ? La charia peut-elle représenter un modèle alternatif à la démocratie ?

S'il est vrai que ceux qui ont abattu les anciens régimes sont les jeunes internautes qui ont trompé la vigilance des dictateurs, lesquels étaient braqués sur la menace islamiste, ces jeunes élites urbanisées et connectées au monde n'ont pas le recul et l'enracinement nécessaires pour se constituer en partis ou formations politiques, alors que les mouvements islamistes ont su occuper le terrain en s'implantant dans la société en étant proche du peuple (entretien des dispen-

saire, des écoles, implication dans le milieu caritatif). A l'heure du choix, les islamistes sont ainsi structurés, organisés et reconnus, alors que ceux qui ont fait tomber les anciens régimes n'ont eu ni le temps, ni les structures, ni l'organisation, ni même l'unité pour les concurrencer. Ce qui a profité aux islamistes, ce n'est pas l'attrance pour la charia, mais le fait qu'ils soient organisés et structurés depuis des décennies, alors que les autres sont de nouveaux venus dans la politique et le militantisme, leur âge témoignant de leur inexpérience et de leur manque d'enracinement. Mais le jour où les islamistes ne tiendront pas leur promesse, il est certain qu'ils seront balayés au profit d'autres formations structurées.

L'ère du règne absolu et illimité des dictateurs me semble bien révolue. L'alternance doit être l'emblème des années à venir. Nous n'assisterons plus à des règnes de tyrans qui se maintiennent mandat après mandat et qui tenteront de créer des voies dynastiques.

Les partis politiques se proclament généralement du modèle turc. Y a-t-il, d'après vous, un risque de radicalisation ?

Le modèle turc est salué par les islamistes arabes, alors que rares sont ceux qui se réclament du modèle iranien. Aujourd'hui, la Turquie est un modèle inabouti, puisqu'il n'a pas encore été confronté à l'alternance. Bien qu'il ait fait reculer la laïcité «à la turque» depuis dix ans, l'AKP s'est montré très préoccupé par le bien-être de ses concitoyens, apportant une croissance régulière et faisant régner un Etat de droit.

Néanmoins, les droits des minorités sont bafoués et le nombre de journalistes emprisonnés reste très élevé. Attendons le jour où les

électeurs auront décidé de confier le pouvoir à une autre formation. Si, ce jour-là, l'AKP se plie au vote des électeurs, il aura gagné l'appellation de formation islamique et démocratique. En attendant, on peut lui faire crédit de cette hypothèse et nous ne pouvons que constater que les Turcs sont heureux de connaître la croissance et la prospérité économiques qu'ils attendaient, aux côtés de la stabilité et du rayonnement de la nouvelle Turquie sur la scène régionale et internationale.

L'effet anesthésiant de la guerre civile a, jusque-là, prémuni le gouvernement algérien d'une contestation majeure. Les islamistes se sont embourgeoisés, ils siègent au Parlement et n'ont plus de projet social bien défini. La vague verte qui déferle sur le Maghreb et le Monde arabe risque-t-elle de rompre cet équilibre ?

Avec la vague des Printemps arabes, que je préfère qualifier de «tsunami arabe», aux multiples répliques qui ne manqueront pas de se produire, comme nous le voyons actuellement en Egypte, le régime algérien doit se sentir isolé, voire encerclé par des pays qui ont changé, qui se sont réformés, soit par la révolution, soit par la guerre civile, soit à froid, comme le régime marocain. Dix-sept jours ont passé entre les manifestations réclamant des réformes, le 20 février, et le discours du roi annonçant une feuille de route qui s'est soldée par une réforme minimaliste de la Constitution, un référendum et une élection anticipée. Les principaux dirigeants algériens civils et militaires, qui sont quasiment tous plus que septuagénaires, doivent se sentir quelque peu mal à l'aise dans cet environnement qui change et qui rompt le statu quo. Mais ils se sont imposés comme conduite d'acheter la paix sociale avec des pétrodollars, le pays disposant de suffisamment de ressources pour en redistribuer à tous ceux qui le réclament bruyamment dans la rue.

Toutefois, si jamais le prix des hydrocarbures chutait, l'Algérie se trouverait vite à court de moyens pour poursuivre cette politique anesthésiante, alors que ces fonds auraient pu être investis dans des infrastructures ou des secteurs productifs pour que le pays diversifie ses exportations, hors pétrole et gaz.

Le régime a créé des islamistes, les a associés au «festin» gouvernemental en leur confiant des ministères très «juteux» et a écarté du paysage politique tous ceux qu'il estimait être des adversaires. In fine, la coalition au pouvoir représente des groupes divers, mais qui ont en commun le même souci de continuité du régime. Les islamistes armés se sont exclus du paysage politique pour rejoindre le maquis et être combattus par la coalition arc-en-ciel qui règne à Alger. **A. B.**